



EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE SAINT-DIZIER, DER & BLAISE

L'an deux mille quinze, le vingt-huit septembre à dix-sept heures trente, le Conseil de la Communauté d'Agglomération de Saint-Dizier, Der & Blaise s'est réuni en séance publique à l'Hôtel de Ville de Saint-Dizier, sous la présidence de M. François CORNUT-GENTILLE en suite de la convocation faite le 21 septembre 2015.

Présents :

- M. CORNUT-GENTILLE, Président
- M. LAURENT, M. GOUVERNEUR, M. FEUILLET, M. GARET, M. SIMON, Mme GARCIA, M. BOSSOIS, M. MATHIEU, M. NOVAC, M. CADET
- M. AUBRIOT, M. BANCELIN, M. BAUDOT, M. BERTRAND, M. BONNEAUD, M. BONNEMAINS, M. BONTEMPS, Mme TURC suppléante de M. BUAT, M. CARON, Mme COLLET, Mme DECHANT, M. DELMOTTE, Mme DELORME, M. DERVOGNE, M. COUVREUX suppléant de M. DROIN, Mme DUHALDE, M. FRANCOIS, M. GAILLARD, M. GARNIER, M. REMY suppléant de M. GUILLEMIN, Mme MOUSSY suppléante de M. HOWARD, M. COLLET suppléant de M. HURSON, M. KAHLAL, M. KIHM, Mme LANDREA, M. MARIN, M. MENAUCOURT, M. MOITE, Mme MORAGNY, M. CORNUET suppléant de M. NOISETTE, M. OUALI, Mme PATIN, M. PEIGNE, Mme PINCEMAILLE, Mme PIQUET, M. PRIGNOT, M. RAIMBAULT, M. RAMBERT, M. RAULET, Mme ROBERT-DEHAULT, M. RONFARD, Mme SALEUR, Mme TRAZET, M. TURCATO,

Excusés : Mme KREBS, M. RIMBERT, Mme AUBRY, Mme AYADI, Mme BETTING, M. BOUZON, M. BRUSA-PASQUE, M. BUAT, M. CHARPENTIER, M. CHEVANCE, Mme CLAUSSE, Mme DORKEL, M. DROIN, Mme GALICHER, M. GUILLAUMOT, M. GUILLEMIN, M. HOWARD, M. HURSON, Mme MACQUART, M. NOISETTE, Mme SAMOUR, M. SCHILLER, M. THIERRY, M. UTKALA, M. VALTON

Ont donné procuration :

Mme KREBS à Mme DECHANT
M. RIMBERT à M. MARIN
Mme AUBRY à M. FEUILLET
M. CHARPENTIER à M. GARNIER
M. CHEVANCE à Mme PIQUET
Mme CLAUSSE à M. BOSSOIS

Mme DORKEL à M. KAHLAL
Mme GALICHER à M. KIHM
MME MACQUART à M. MATHIEU
M. THIERRY à Mme SALEUR
M. UTKALA à Mme TRAZET
M. VALTON à M. TURCATO

Secrétaire de séance : M. FRANCOIS

N° 85-09-2015

GESTION DU CENTRE NAUTIQUE DE 2007 A 2013 – CONVENTION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC – TRANSACTION

Rapporteur : M. le Président

Entre juin 2008 et juin 2013, la mission de délégation de service public pour la gestion du centre nautique de la Communauté d'agglomération Saint-Dizier, Der et Blaise était assurée par la société dédiée POLYXO créée spécifiquement pour cette prestation par la société EQUALIA. Aujourd'hui, cette dernière réclame le paiement de certains biens restés en possession de la collectivité pour l'exécution de la délégation suivante et qui n'ont jamais été indemnisés. Le montant demandé s'élève à 33 406.76 € HT.

Concernant le régime des biens en fin de contrat, la convention de délégation d'exploitation du centre nautique prévoyait deux cas, conformément à la législation alors en vigueur. D'une part les biens dits "de retour" devaient être remis gratuitement à l'autorité délégante en fin de mission, ces derniers étant indispensables à la gestion de l'activité. D'autre part, ceux dits "de reprise", utiles au service public qui pouvaient être rachetés par la Collectivité à un prix fixé à l'amiable entre les parties.

Au terme du contrat, l'état des lieux contradictoire n'avait pas pu être réalisé de manière exhaustive du fait notamment d'autres litiges entre les parties à ce moment.

L'ancien délégataire a listé le matériel resté la propriété de la Communauté d'Agglomération après juin 2013, et qu'ils considèrent comme des biens de reprise qui auraient dû être rachetés. Le calcul des rachats est basé, par la société, sur la valeur nette comptable des biens c'est-à-dire le coût de revient minoré du montant des amortissements et dépréciations.

Il apparaît difficile si longtemps après la fin du contrat de vérifier la nature de chaque bien même s'il est admis qu'il faut effectivement en indemniser un certain et que la valeur nette comptable est un mode de calcul conforme au contrat et à l'usage.

Afin d'éviter un contentieux qui pourrait s'éterniser sans pour autant aboutir sur une décision plus équitable pour l'une ou l'autre des parties, après analyse approfondie des données fournies par la société, il semble juste de retenir la moitié de la somme demandée.

Les représentants d'EQUALIA accepteraient ce compromis.

Pour formaliser cet accord, une transaction doit être signée des deux parties.

Il est proposé au Conseil communautaire de :

- d'approuver la somme de 16 703.38 € HT soit 20 044.06 € TTC comme montant de l'indemnisation des biens pour la société EQUALIA,
- d'autoriser Monsieur le Président, ou en cas d'empêchement Monsieur le Vice-Président Dominique LAURENT à signer le protocole transactionnel joint.

Le Conseil Communautaire, après délibération, décide d'approuver ces propositions à **l'UNANIMITE.**

Pour extrait conforme,

Pour le Président et par délégation
Le Directeur Général des Services
Pierre-François GITTON